

N° 177 - Mai 2026

DIASPORAS

news

LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE

BURUNDI

Evariste Ndayishimiye,
Grand favori

SÉNÉGAL

Ousmane Sonko
Horizon dégagé

MAROC

Le prince Moulay El Hassan
En route pour la succession

VATICAN

Le pape Léon XIV
Ses confidences

TANZANIE

HADJA SAMIA HASSAN

DÉFIE LES XÉNOPHOBES SUD-AFRICAINS

Photo : DR

À PARTIR DU 29 MARS 2026

DEPUIS LA FRANCE, CONNECTEZ PLUS FACILEMENT ABIDJAN AVEC NOS NOUVEAUX HORAIRES

PARIS - ABIDJAN ———> 08 VOLS PAR SEMAINE

Départ	Arrivée	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
08h00	12h40							
11h55	16h35							

ABIDJAN - PARIS ———> 08 VOLS PAR SEMAINE

Départ	Arrivée	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
14h40	23h20							
22h15	06h55							

J- woooo

PS : Horaires exprimés en heure locale



DIASPORAS-NEWS

édité par DCS GROUP
Agence de Communication

Relations Publiques et Services

39, Rue Félix Faure
92700 COLOMBES - FRANCE

Site : www.diasporas-news.com

Tél. : +339 50 78 43 66

Mob. : +336 34 56 53 57

Fax : +339 55 78 43 66

contact@diasporas-news.com

Contact Publicité

+336 34 56 53 57

publicite@diasporas-news.com

Président - Directeur de Publication

Thomas DE MESSE ZINSOU
redaction@diasporas-news.com

Conseiller du Président

Clotaire KATI COULIBALY

ont collaboré à ce numéro :

Lamine THIAM - Malick DAHO

Jean-Christophe PAGNI

Marie Inès BIBANG - Alain DOSSOU

Guy Florentin YAMEOGO

Alfred AKASSIMADOU - Landry ANUARITE

Kalifa MARIKO - Yves-Alain LOPIKO

Redouane BENALI

Directrice Marketing

Relations Publiques

Coura SENE-DIACK

Direction Artistique

Christ ZEADE

Représentant en Côte d'Ivoire

Richard KAUL MELEDJE

Représentante au Togo

Valérie ABOKI

Développement Région Rhône-Alpes

Dieudonné SOME WENS

Développement Rhône

Valentin G. SIKELY

Développement Hérault

Benjamin AKA

Développement Ile de France

BOZ

Développement Haute-Garonne

Sonia Barbara OTE

Développement Alpes-Maritimes

Christian BOUTILIER

Dépôt Légal : à parution

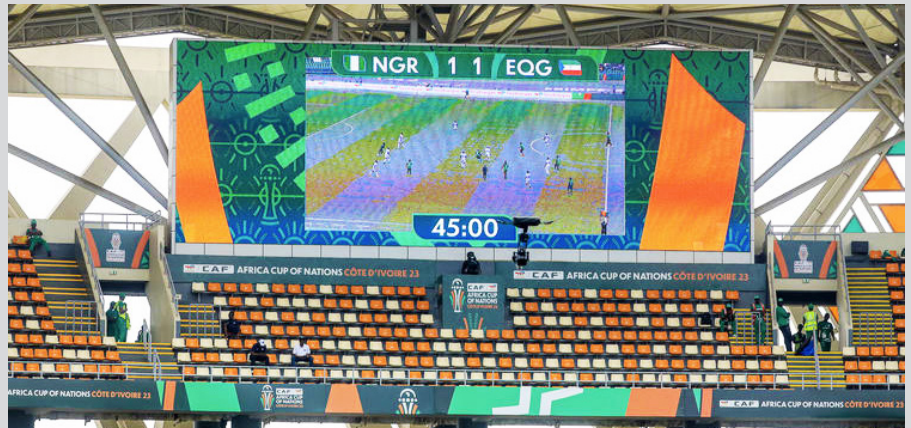
ISSN : 2105-3928

Impression : en France

La reproduction totale ou partielle des articles, photos ou dessins publiés dans ce magazine, sauf accord préalable, est interdite, conformément à la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique. Les documents reçus deviennent propriété du magazine.

EDITO

Football africain ET SI L'AVENIR DU JEU SE JOUAIT ENFIN À DOMICILE ?



(Ph : DR)

Chaque week-end, des millions de regards africains se tournent vers les pelouses européennes. Les exploits de stars issues du continent, formées à Dakar, Abidjan ou Bamako, brillent sous les couleurs de clubs prestigieux. Pourtant, derrière cette vitrine mondiale, une question persiste, presque dérangeante : pourquoi le football local africain reste-t-il si peu soutenu par ceux qui pourraient le transformer ?

Le paradoxe est criant. L'Afrique est l'un des plus grands viviers de talents du football mondial, alimentant les clubs de l'UEFA et les compétitions les plus médiatisées. Mais sur le continent, les championnats locaux peinent à attirer investissements, sponsors et annonceurs à la hauteur de leur potentiel. Le résultat ? Des infrastructures fragiles, des ligues sous-exploitées et un public pourtant passionné mais pas valorisé.

Et pourtant, l'opportunité est immense. Investir dans le football local africain aujourd'hui, ce n'est pas seulement soutenir un sport. C'est participer à la structuration d'un marché en pleine expansion. Avec une population jeune, connectée et de plus en plus consommatrice de contenus sportifs, l'Afrique représente un terrain fertile pour les marques en quête d'engagement authentique. Là où les marchés européens sont saturés, le continent africain offre encore de l'espace, de la croissance et surtout, de la proximité.

Les compétitions organisées par la Confé-

dération africaine de football, comme la Ligue des champions africaine, gagnent en visibilité. Les stades se remplissent, les audiences numériques explosent, et les clubs locaux deviennent des vecteurs puissants d'identité et de fierté communautaire. Pourtant, le soutien financier ne suit pas encore cette dynamique. Peut-être par manque de structuration, de transparence ou de confiance. Mais ces défis ne sont pas des freins, ce sont des opportunités d'influence. Les marques qui s'engagent aujourd'hui peuvent contribuer à façonner les standards de demain : professionnalisation des ligues, modernisation des infrastructures, développement du marketing sportif local.

Au-delà du retour sur investissement, il y a une dimension stratégique et humaine. Soutenir le football local, c'est investir dans la jeunesse, dans l'emploi, dans la cohésion sociale. C'est permettre à des milliers de jeunes talents de rêver et surtout, de construire leur avenir sans nécessairement quitter leur pays. Les sponsors, les marques et les annonceurs ont un rôle clé à jouer. Non pas comme simples bailleurs de fonds, mais comme partenaires de transformation. Le football africain n'attend pas la charité, il attend la vision. Car au fond, la vraie question n'est plus de savoir si le football africain mérite d'être soutenu. La vraie question est : qui aura le courage d'y croire avant les autres ? Les paris sont ouverts !

Malick Daho

DOSSIER



Sahel

Le Mali s'effondre...

La situation est critique pour la junte au Mali, confrontée à des attaques djihadistes et touaregs sans précédent, depuis le 25 avril 2026, dont l'une a tué le ministre de la Défense.

Confronté depuis 2012 à une profonde crise sécuritaire, nourrie notamment par les violences de groupes djihadistes affiliés à Al-Qaïda et à l'État islamique (EI), le Mali est en proie depuis le 25 avril 2026 à des attaques coordonnées d'ampleur. Cette situation est sans précé-

dent depuis les événements de mars 2012. À l'époque, des rebelles indépendantistes touaregs, vite évincés par leurs alliés islamistes associés à Al-Qaïda au Maghreb islamique, avaient pris le contrôle des villes de Kidal, Gao puis Tombouctou. Les récentes attaques des djihadistes du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans

(JNIM, allié à Al-Qaïda) et de la rébellion indépendantiste touareg du Front de libération de l'Azawad (FLA) sont également inédites depuis la prise du pouvoir en 2020 par la junte. Diasporas-News fait le point sur la situation en cours au Mali, alors que la confusion règne au sommet de l'État.

QUELLE EST LA SITUATION SÉCURITAIRE ?

Le Mali est plongé dans une situation sécuritaire critique après une série d'attaques coordonnées menées le 25 avril 2026 à travers le pays par des djihadistes alliés à la rébellion touareg.



DOSSIER



Le calme semble revenu à Kati, ville garnison et fief de la junte situé à une quinzaine de kilomètres de Bamako. (Ph: DR)

reg contre des positions stratégiques de la junte au pouvoir, dont l'armée continue de combattre sporadiquement sur le terrain.

Le calme semble revenu à Kati, ville garnison et fief de la junte situé à une quinzaine de kilomètres de Bamako, la capitale. Mais à Sévaré, dans le Centre, la situation restait « confuse » et des coups de feu sont encore entendus par endroits, d'après un élu local.

LES RÉGIONS PRISES PAR LES ASSAILLANTS

Les rebelles du FLA, groupe séparatiste réclamant le territoire de l'Azawad dans le nord du

Mali, revendiquent le contrôle « total » de la ville clef de Kidal, après des affrontements. Le groupe a aussi annoncé être parvenu à un « accord » permettant aux soldats russes de l'Africa Corps (organisation paramilitaire russe contrôlée par Moscou) de se retirer de la ville. Kidal avait été reprise en novembre 2023 par l'armée malienne appuyée par des combattants du groupe russe Wagner (devenu Africa Corps depuis), mettant fin à plus d'une décennie de contrôle par des groupes rebelles.

Le FLA revendique en outre avoir pris le contrôle de plusieurs positions dans la région de Gao (nord). Les combats ont cessé

mais les rebelles se trouvent toujours aux abords de la ville, a indiqué un élu.

QUEL EST LE BILAN HUMAIN ?

Selon un bilan annoncé par le gouvernement, les combats depuis le 25 avril 2026 ont fait 16 blessés civils et militaires et des « dégâts matériels limités », mais le nombre de victimes pourrait s'alourdir, notamment chez les civils.

Coup dur porté au régime, le ministre de la Défense, Sadio Camara, 47 ans, un des principaux responsables de la junte, a été tué lors des attaques « terroristes » par « un véhicule piégé conduit par un kamikaze » ayant

ciblé sa résidence à Kati, a précisé le gouvernement, confirmant son décès déjà annoncé par ses proches un peu plus tôt dans la journée. Lors des « incidents terroristes » ayant visé sa résidence, le général Camara a « engagé des échanges avec les assaillants dont il a réussi à neutraliser certains », a affirmé la junte. Le général Camara a été blessé puis transporté à l'hôpital où « il a malheureusement succombé ». Il a eu droit à « des funérailles nationales » et a été élevé au rang de général à titre posthume.

Lamine Thiam

DOSSIER

ASSIMI GOÏTA, LE ROI DU SILENCE

Depuis l'attaque coordonnée du 25 avril 2026, qui a frappé le pouvoir malien au cœur, le chef de l'Etat reste effacé. Jusqu'à quand ?

Assimi Goïta, le grand taiseux. Un effacement, pour celui qui n'a jamais goûté aux bains de foule, longtemps symbolisé par ce cache-cou qui ne le quitte jamais et qui passe de plus en plus mal. Sous son règne, les mots dominent plus que les actes.

Pire, le chef de la junte malienne n'est apparu en public que le 28 avril 2026 depuis l'offensive de grande ampleur lancée par les jihadistes du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (Jnim) et les indépendantistes du Front de libération de l'Azawad (FLA), le 25 avril 2026. Il s'est également rendu dans un hôpital pour apporter son soutien aux blessés puis s'est exprimé à la télévision. « La situation est maîtrisée », a-t-il assuré lors d'une allocution télévisée. Il faut dire que l'absence et le silence du leader malien ont longtemps alimenté des spéculations sur sa capacité à se maintenir au pouvoir.



Avec les interminables coupures d'électricité, les pénuries d'eau, l'insécurité, Assimi Goïta a échoué. (Ph: DR)

Après l'attaque multiple du Jnim, qui fait vaciller l'édifice du pouvoir de Bamako, en effet, le silence du chef de l'Etat est de plus en plus questionné par les Maliens.

Aujourd'hui, le Mali s'effondre... L'image des files d'attente kilométriques dans les stations-service revient comme un symbole. Des Maliens contraints de passer la nuit dans des stations-service, à cause de l'incompétence des

autorités.

Dans ce tableau, la crise n'est pas seulement économique ou sécuritaire : elle devient sociale, presque existentielle. Le Mali est aujourd'hui à terre à cause de la crise énergétique due au manque de carburant sous la pression des groupes armés terroristes, qui contrôlent les axes vitaux d'approvisionnement vers les régions du sud et vers la capitale.

L'eau potable est devenue une denrée rare à cause du manque d'électricité. Ce sont les hommes en uniforme de la Protection civile qui distribuent l'eau à la population de Bamako à travers des citernes. Les mercenaires russes d'Africa Corps ont fait don de deux groupes électrogènes à la société Énergie du Mali. Mais cela n'a pas suffi car le carburant est insuffisant et la situation s'aggrave du jour au lendemain. Sur le front sécuritaire, le constat est tout aussi sévère. Le terrorisme s'est étendu à Kayes, à Ségou, à Sikasso, Kidal, Sévaré, Tessalit... Bref, à tout le pays. Tous ces problèmes que vivent les populations maliennes ne sont malheureusement pas conjoncturels. Ils sont le symptôme d'une gouvernance défailante avec à sa tête Assimi Goïta, qui a tout promis mais n'a jamais tenu ses engagements depuis six ans...

LT

LES DJIHADISTES VEULENT ÉTOUFFER BAMAKO

Un blocus de la capitale a été décrété par le GSIM, le groupe terroriste affilié à Al-Qaida qui est passé à l'offensive contre la junte au pouvoir dans la capitale.

Le Mali fait face à une situation sécuritaire particulièrement critique depuis cette série d'attaques coordonnées du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (Jnim, affilié à Al-Qaida) et de la rébellion indépendantiste du Front de libération de l'Azawad (FLA). Dans une vidéo, l'un des porte-paroles du Jnim, Bina Diarra, a annoncé la mise en place de ce blocus : « À partir du 28 avril 2026, un blocus est imposé à Bamako sur tous les axes ». Il a ensuite précisé : « La seule mesure de tolérance est accor-

dée à ceux qui se trouvent déjà à Bamako pour leur permettre de repartir. En revanche, il est désormais interdit de s'y rendre jusqu'à nouvel ordre ». Le ton s'est encore durci dans la suite de son message : « Toute personne qui enfreindra ce blocus en prenant la route vers Bamako ou Kati en assumera les conséquences. Qu'il s'agisse de personnes ou de véhicules. Personne ne sera épargné ». Les premiers effets du blocus se sont déjà fait sentir...



Kalifa MARIKO

La capitale malienne est coupée du monde par les djihadistes. (Ph: DR)



Ousmane Sonko en roue libre pour la présidentielle de 2029 ?

Une réforme du code électoral adoptée le 29 avril 2026 par l'Assemblée nationale du Sénégal ouvre la voie à une candidature du Premier ministre Ousmane Sonko à la prochaine élection présidentielle, en 2029. L'opposition dénonce l'adoption de ce texte qu'elle qualifie de « loi taillée à la mesure d'un seul homme ».

L'obstacle juridique empêchant l'actuel Premier ministre sénégalais d'être candidat à la présidentielle de 2029 est en train de sauter, grâce aux députés.

En effet, jugé inéligible pour la présidentielle 2024, Ousmane Sonko (51 ans) peut espérer participer à la prochaine. Comment ?

L'Assemblée nationale du Sénégal a ouvert la voie à une candidature du Premier ministre sénégalais au prochain scrutin présidentiel en 2029, en adoptant, le 28 avril 2026, une réforme du code électoral décriée par l'opposition.

Ousmane Sonko avait été empêché de se présenter au scrutin de février 2024 après une condamnation pour diffamation ayant entraîné la perte de ses droits civiques. Il avait ensuite désigné son second, l'actuel président Bassirou Diomaye Faye, pour le remplacer.

Alors farouche opposant au président Macky Sall (2012-2024), Ousmane Sonko avait été condamné en mai 2023, en appel, à six mois d'emprisonnement avec sursis et 300 000 euros de dommages et intérêts pour diffamation, après une plainte d'un ministre du président Sall. La Cour suprême avait confirmé cette condamnation en janvier 2024, quelques semaines avant le scrutin.

Elle avait ensuite rejeté, en juillet 2025, un recours d'Ousmane Sonko, alors Premier ministre depuis avril 2024, contre cette



Plus rien ne semble permettre à Ousmane Sonko de candidater en 2029. (Ph : DR)

condamnation, relançant le débat sur son éligibilité.

Néanmoins, Ousmane Sonko a été élu député aux législatives de novembre 2024 avant de renoncer à son mandat pour

rester Premier ministre, ce qui, pour son parti, signifie qu'il est éligible alors que des élections locales sont prévues en 2027 avant la présidentielle de 2029. Mais l'opposition estime qu'il a

bénéficié d'une « fraude » pour être candidat et élu à ces législatives.

Avec cette loi, le parti au pouvoir « cherche des garanties supplémentaires. Il veut éliminer toute forme de risque contre la candidature de Sonko en 2029. Cette loi ouvre la voie de façon définitive à sa candidature » à ce scrutin, a expliqué à l'AFP Alioune Tine, figure de la société civile. Le Conseil constitutionnel doit valider les candidatures.

L'opposante Aissata Tall Sall a qualifié la loi de « personnelle » au profit d'Ousmane Sonko et « dangereuse pour la République parce qu'elle rétroagit pour effacer des peines prononcées en toute souveraineté » par la justice.

La coalition de l'opposition, le FDR, a également dénoncé dans un communiqué « une loi taillée à la mesure d'un seul homme », Ousmane Sonko.

Cette loi ouvre la voie de façon définitive à sa candidature » à ce scrutin, estime Alioune Tine, une figure de la société civile.

Pour rappel, la proposition de loi, adoptée en plénière à une large majorité, a été déposée par Pastef, le parti d'Ousmane Sonko qui contrôle largement l'Assemblée nationale.

La loi va désormais être transmise au président de la République pour promulgation. Les partis d'opposition conservent la faculté de saisir le Conseil constitutionnel pour contester le texte adopté.

LT



POLITIQUE » RD Congo

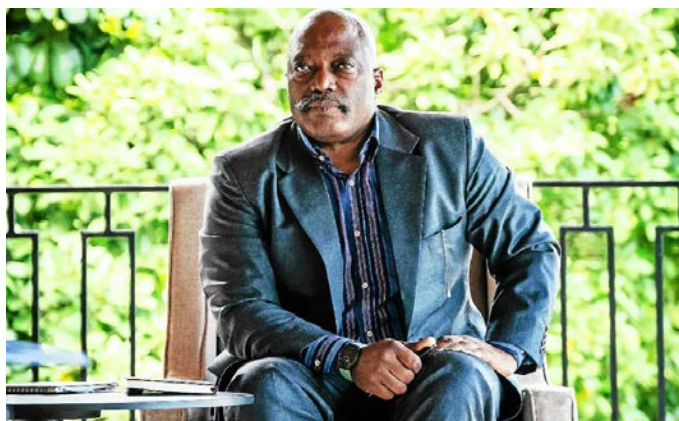
Joseph Kabila, le paria

Sale temps pour Joseph Kabila. L'ancien président congolais est accusé par Washington de « semer l'instabilité » dans son pays en soutenant le groupe armé AFC/M23. En septembre 2025, il avait été condamné à mort par contumace dans son pays pour complicité avec le M23.

Depuis le 30 avril 2026, Joseph Kabila, ancien président de la RDC (2001-2019), est sanctionné par le département du Trésor américain, via l'Office of Foreign Assets Control (OFAC). Washington l'accuse d'entretenir des liens avec les groupes armés AFC/M23 dans le but de déstabiliser son pays.

Dans un communiqué, l'OFAC à travers la liste SDN (Specially Designated Nationals) affirme qu'avec la résurgence de l'AFC/M23, Joseph Kabila serait entré en République démocratique du Congo avec l'intention d'affaiblir le gouvernement congolais, en apportant son appui aux deux mouvements.

L'ancien chef de l'État, en exil depuis 2023, serait revenu en avril 2025 à Goma, alors sous



Volontairement exilé en Afrique du Sud depuis 2023, personne ne sait exactement où se trouve aujourd'hui Joseph Kabila. (Ph: DR)

contrôle de l'AFC/M23. Washington lui reproche d'avoir apporté un soutien financier, d'avoir encouragé les défections au sein de l'armée congolaise et même d'avoir « cherché à lancer

des attaques » contre les forces armées depuis l'étranger. Les États-Unis ont déclaré que ces dernières sanctions s'inscrivaient dans le cadre d'un effort plus large visant à soutenir

l'accord de paix conclu l'année dernière entre la RD Congo et le Rwanda, pays voisins, et dont ils ont été les médiateurs. Washington affirme également que le Rwanda soutient le M23 et a sanctionné certains des principaux commandants de son armée en mars.

En réaction, Joseph Kabila a dénoncé dans un communiqué cette décision qu'il qualifie d'« injustifiée » et de « politiquement motivée ». Kabila réfute les accusations en son contre et réaffirme son « attachement à l'unité nationale, à l'intégrité territoriale de la RD Congo, à la paix dans son pays comme dans la région des Grands Lacs et à une solution inclusive à la crise congolaise ».

Alain Dossou

Centrafrique

CENTRAFRIQUE



François Bozizé au banc des accusés

La Cour pénale spéciale centrafricaine a annoncé le 21 avril 2026, l'ouverture en juin prochain de son sixième procès. Ce procès tant attendu, dit « de Bossembélé », concerne l'ancien président François Bozizé et trois de ses anciens hauts responsables militaires. Ils sont poursuivis pour crimes contre l'humanité pour des faits commis entre 2009 et 2013 dans la ville de Bossembélé, au nord du pays, par la garde présidentielle.

Rattrapé par la patrouille... Sous mandat d'arrêt international depuis avril 2024, l'ancien président de Centrafrique, François Bozizé

(79 ans), vit toujours en exil en Guinée-Bissau. Toutefois, il reste poursuivi pour des actes de torture et des meurtres qui auraient



Exilé en Guinée-Bissau, François Bozizé, ancien président de la République centrafricaine, bientôt jugé dans son pays. (Ph: DR)



Burundi « POLITIQUE

Evariste Ndayishimiye veut un second mandat

Le chef de l'Etat du Burundi, Evariste Ndayishimiye, a, sans surprise, été désigné le 26 avril 2026, candidat par le parti au pouvoir pour un nouveau mandat à l'élection présidentielle de 2027, dont il fait d'ores et déjà figure de favori.



Depuis son accession au pouvoir, Évariste Ndayishimiye oscille entre signes d'ouverture du régime et ferme contrôle du pouvoir. (Ph: DR)

été commis par sa garde présidentielle au centre d'instruction militaire de Bossembélé, à 150 km au nord de la capitale centrafricaine, entre 2009 et 2013. François Bozizé étant absent du pays, la Cour a rappelé les mesures prises à son encontre. «*La Cour est une institution nationale hybride, comparable à d'autres juridictions comme la CPI. Ces juridictions n'ont pas de police qui leur soit propre. Nous sommes donc obligés de nous appuyer sur la collaboration et la coopération. En ce qui concerne François Bozizé, il a encore vingt jours pour se présenter. S'il ne se présente pas, il sera jugé par contumace*», a précisé Ouasman Njikam, greffier en chef adjoint à la Cour pénale spéciale.

Les trois anciens hauts responsables militaires poursuivis dans la même affaire, Eugène Barret Ngaïkosset, Vianney Semndiro et Firmin Junior Danboy, sont quant à eux déjà en détention préventive en Centrafrique et prêts à être jugés.

En attendant la première audience de ce procès prévue le 16 juin prochain, Ouasman Njikam a précisé que «*ce procès est un signal fort de la Cour : personne n'est au-dessus de la loi. Cette Cour a été créée pour rendre justice en RCA et pour traduire devant la justice les personnes présumées coupables des atrocités commises en République centrafricaine afin qu'elles soient jugées et punies si les faits sont établis. Le fait que ces personnes soient accusées ne signifie pas qu'elles sont coupables. C'est justement la raison pour laquelle elles sont invitées à venir se défendre et à confirmer ou nier les faits qui leur sont reprochés*».

Alfred AKASSIMADOU

A la suite d'un congrès extraordinaire de son parti, le Conseil national pour la défense de la démocratie, Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD), organisé à Gitega le 26 avril 2026, la capitale du Burundi, le chef de l'Etat Evariste Ndayishimiye «*a été élu comme candidat du parti*», pour la présidentielle de 2027, dont la date exacte n'est pas encore connue, a écrit le parti sur le réseau social X.

Evariste Ndayishimiye, 57 ans, a pris les rênes du Burundi en juin 2020 après la mort de son prédécesseur, Pierre Nkurunziza, qui avait tenu le pays d'une main de fer durant quinze ans. Ndayishimiye a montré dans les premiers temps des signes d'ouverture (notamment en libérant des journalistes), avant d'être accusé de réprimer les voix dissidentes. Entre la réélection de Paul Kagame en juillet 2024 au Rwanda,

les débats sur la révision constitutionnelle en République démocratique du Congo et cette candidature, «*rien ne va significativement changer*» dans la région, prédit Onesphore Sematumba, spécialiste de la région des Grands Lacs : «*Cela va être la continuité de tous les régimes qui sont en place et qui sont impliqués d'une façon ou d'une autre dans la crise régionale. Donc, on va continuer à avoir le trio Kagame, Tshisekedi, Ndayishimiye pour au moins les deux années à venir*».

Le chef de l'Etat, ancien secrétaire général du CNDD-FDD, parti au pouvoir depuis 2005, fait d'ores et déjà figure de grandissime favori pour un nouveau mandat de sept ans.

Il avait été élu en mai 2020 lors d'une présidentielle marquée par des accusations de fraudes et après l'invalidation de la candidature de son principal opposant. La candidature du président «*est*

un non-événement, cela ne sera pas une élection selon les standards internationaux», a réagi Epitace Nshimirimana, porte-parole d'un des principaux partis d'opposition, le Mouvement pour la solidarité et le développement (MSD), dont le leader est en exil. «*Ndayishimiye a déjà passé plus de cinq ans sans fournir de carburant, de devises ni les biens essentiels dont la population a besoin. Cela signifie qu'on lui accorde encore sept années pour continuer à appauvrir et à détruire le pays*».

Depuis son accession au pouvoir, Evariste Ndayishimiye, fervent catholique, oscille entre signes d'ouverture du régime, qui reste sous l'emprise de puissants généraux, et ferme contrôle du pouvoir, marqué par des atteintes aux droits humains dénoncées par des ONG et l'ONU.

Landry ANUARITE



POLITIQUE » Burundi

L'opposition suspend sa participation à la présidentielle de mai 2027

Fixée au 3 mai 2027, la prochaine élection présidentielle burundaise fait déjà jaser. Dans un communiqué commun, les partis d'opposition CNL, Uprona, Codebu, DCP et Frodebu exigent l'organisation d'un dialogue national comme préalable à toute élection.



L'opposition demande la restauration de la confiance des citoyens et des acteurs politiques dans le système électoral burundais. (Ph: DR)

L'opposition burundaise est claire. S'engager dans une présidentielle serait « prématuré et inopportun ». Sa crainte ? Une répétition du scénario des législatives de 2025, lors desquelles ils avaient dénoncé de nombreuses irrégularités pour, déplorent-ils aucune réforme n'ait été menée depuis. D'où leur demande : l'ouverture d'un dialogue politique national pour, disent-ils, « tirer les leçons du passé ».

« Si les élections sont organisées comme nous l'avons vu en 2025, participer à de telles élections, ce serait un mensonge, pointe Olivier Nkurunziza, secrétaire général du parti Uprona. Ce se-

rait encore provoquer des problèmes au niveau de la cohésion sociale, parce que même la CENI qui organise n'est pas indépendante aujourd'hui. Il faut quand même qu'on en discute et que nous puissions nous rassurer effectivement que cette fois-ci, elles sont libres ».

Les partis d'opposition UPRONA, FRODEBU, CNL, CODEBU et CDP regrettent que la CENI continue ses activités comme si les insuffisances relevées lors des précédents scrutins n'avaient jamais existé. « Une telle posture est de nature à compromettre davantage la crédibilité du processus électoral en cours et à venir ».

Ces cinq partis appellent le Président de la République à

prendre les initiatives nécessaires en vue de favoriser l'ouverture d'un dialogue politique inclusif pour permettre l'examen des irrégularités constatées lors des dernières élections de 2025, la garantie d'un traitement approprié des recours introduits, la réforme du cadre institutionnel et légal du processus électoral, la restauration de la confiance des citoyens et des acteurs politiques dans le système électoral burundais.

« Il y a toujours quelque chose qui ne va pas, déplore Doriane Munzero, secrétaire nationale du parti au pouvoir le CNDD-FDD, chargée de la communication. Ils conditionnent toujours leur participation. Donc, c'est un peu

dommage pour la démocratie burundaise ».

Et s'il advenait que la composition de la CENI actuelle ne change pas comme souhaité, « il reviendra à chaque parti politique parmi les signataires du communiqué, de juger en vue de continuer ou pas avec le processus électoral en cours pour le rendez-vous de 2027 », soutient Olivier Nkurunziza.

Pour l'instant, le gouvernement n'a pas réagi à cette demande de dialogue. En revanche, le CNDD-FDD a déjà investi son candidat pour l'élection présidentielle : l'actuel président, Évariste Ndayishimiye, depuis avril 2026.

LA



Maroc « POLITIQUE

Hassan III prend le pouvoir

Le prince héritier du Maroc va occuper le poste de coordinateur des bureaux et services de l'état-major général de l'armée.



Hassan III est l'héritier de la monarchie marocaine. (Ph: DR)

Le roi du Maroc, Mohammed VI, a nommé le 2 mai 2026 son fils, le prince héritier Moulay El Hassan (22 ans), au poste de coordinateur des bureaux et services de l'état-major général de l'armée, selon un communiqué officiel.

Le roi, âgé de 62 ans, avait lui-même occupé cette fonction clé (au cœur de l'organigramme des hauts gradés des FAR) à partir de 1985, après y avoir été nommé par son père, Hassan II,

précise le communiqué relayé. « Les Forces Armées Royales se basent, dans l'accomplissement de leur devoir national et de leurs missions humanitaires et sociales, [...] sur un ensemble de nobles valeurs, notamment celles de compétence et de discipline, de droiture et d'engagement, de patriotisme sincère, et de sens élevé de responsabilité dont s'imprègnent leurs différentes composantes », peut-on lire dans le communiqué. Depuis quelques années la san-

té de Mohammed VI a fait l'objet de spéculations médiatiques. Le roi Mohammed VI est de plus en plus souffrant, atteint de la maladie d'Hashimoto et d'une broncho-pneumopathie chronique obstructive, un mal qui affecte sa respiration et complique chaque effort physique; depuis plusieurs années, il passe une longue partie de son temps à l'étranger. Dans cette atmosphère crépusculaire de Mohammed VI qui règne sur le Maroc depuis juillet 1999, date à laquelle il a succé-

dé à son père Hassan II, la transition se prépare.

Le prince Moulay El Hassan, fils aîné du roi Mohammed VI du Maroc et de la princesse Lalla Salma, est déjà choisi. Né le 8 mai 2003, en effet, il est l'héritier du trône alaouite et porte le titre de prince héritier du Maroc. Encore étudiant à l'université polytechnique de Rabat, il accompagne aujourd'hui son père dans la plupart des activités officielles.

Redouane BENALLIw



POLITIQUE » Afrique du Sud

Le Nigeria, le Ghana et la Tanzanie se dressent contre la xénophobie

Depuis le 30 mars 2026, les étrangers sont agressés, hospitalisés et dépossédés de leurs biens dans la province du Cap-Oriental, en Afrique du Sud. Des groupes sud-africains ont attaqué commerces, véhicules et entrepôts appartenant à des étrangers dans les quartiers d'Albany et de Buffalo, à KuGompo avant que les violences ne s'étendent au KwaZulu-Natal.



La présidente de la Tanzanie Hadja Samia Hassan a sommé les sud-africains de quitter la Tanzanie... (Ph: DR)

Les attaques contre les étrangers ne s'arrêtent plus en Afrique du Sud. De son côté, Pretoria condamne sans agir... Le prétexte de la vague actuelle : l'installation de Solomon Eziko au titre d'Eze Ndi Igbo East London pratique courante au sein de la diaspora igbo dans le monde entier. La Haute Commission du Nigeria en Afrique du Sud a démenti qu'il s'agissait d'un couronnement officiel, précisant

que la communauté célébrait un festival culturel. Cette mise au point n'a pas empêché les violences. Une cinquantaine de Nigériens ont été hospitalisés. Des biens estimés à plusieurs millions de rands ont été détruits ou pillés, contraignant de nombreux résidents à se confiner chez eux. Le mouvement anti-immigrés Operation Dudula, fondé à Soweto en 2021 et désormais présent dans l'ensemble du pays,

ainsi que le collectif March and March, figurent parmi les participants aux manifestations qui ont précédé les attaques, y compris une démonstration devant la Haute Commission du Nigeria à Pretoria. Ces organisations réclament l'expulsion des étrangers en situation irrégulière et ont, par le passé, bloqué l'accès à des établissements de santé publics, selon un rapport de Médecins Sans Frontières publié en avril 2026. Investir Afrique

Le gouvernement de Cyril Ramaphosa n'a pas formulé de réponse officielle publique à l'épisode en cours. Ce silence prolonge un schéma documenté depuis les grandes vagues de violences xénophobes de 2008, 2015 et 2019. Human Rights Watch avait alors relevé une « indifférence » systématique des autorités, voire une « approbation tacite » et l'absence de poursuites judiciaires effectives contre les auteurs des attaques. Depuis 2019, aucun responsable majeur n'a été condamné dans le cadre de ces violences récurrentes.

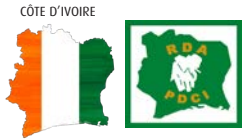
En réaction, Le gouvernement nigérian a convoqué l'ambassadeur d'Afrique du Sud à Abuja le 2 mai 2026 au sujet des attaques xénophobes contre les étrangers dans le pays.

Cette convocation intervient quelques jours après celle du ministère ghanéen des Affaires étrangères, qui avait convoqué le représentant de l'Afrique du Sud à Accra au sujet de plusieurs « incidents xénophobes » contre des Ghanéens.

Les agresseurs ainsi que leurs soutiens seront identifiés, appréhendés et traduits en justice», a assuré le ministre sud-africain de la police.

Plus radicale et appliquant la loi du talion, la présidente de la Tanzanie Hadja Samia Hassan a sommé les sud-africains de quitter la Tanzanie dans un délai de 48 heures.

LT



Côte d'Ivoire « POLITIQUE

PDCI : le coup de fil qui a fait taire les mauvaises langues

Alors que Jean-Marc Yacé, vice-président du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), ébrillait les divisions internes lors d'une conférence animée le samedi 9 mai dernier à Paris, son président Tidjane Thiam, l'a rejoint en direct par téléphone pour appeler à l'union. Derrière la mise en scène, la fragilité d'une opposition vieillissante face au rouleau compresseur RHDP.

« **C'**est avec honneur, responsabilité et gravité que je me tiens devant vous. » L'entame est solennelle. Devant une salle parisienne acquise à sa cause, Jean-Marc Yacé, vice-président du PDCI et maire de Cocody, n'est pas venu prononcer un discours de circonstance. Le thème de la conférence – « *Renforcement de la cohésion et remobilisation* » – colle à l'actualité douloureuse du plus vieux parti ivoirien, qui vient de souffler ses quatre-vingts bougies sans grande sérénité.

« *Nous traversons une zone de turbulence qui perturbe l'harmonie* », a-t-il concédé, avant de tempérer, « *L'heure n'est pas au diagnostic, car nos instances internes savent solder les passifs.* » Autrement dit : oui, ça craque, mais on règle ça en famille. Sauf que les « brèches évidentes à colmater », les « querelles d'ego » et la « logique des camps » qu'il dénonce sont dans toutes les bouches. Depuis la mort d'Henri Konan Bédié, le 1er août 2023, la maison verte est en proie à des luttes d'influences sourdes.

« LES IVOIRIENS NOUS REGARDENT AVEC ESPOIR »

Pourtant, Yacé refuse le catastrophisme. « *Malgré nos faiblesses, les Ivoiriens regardent vers le PDCI avec exigence et espoir* », a-t-il martelé. La demande politique est là, vive. L'offre, en revanche, se délite. Le vice-président en appelle donc à un « sursaut de responsabilité »,



Photo de famille avec Jean-Marc Yacé, vice-président du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) au centre. (Ph: DR)

à une « *remobilisation dans la discipline* » – un mot qui claque comme un rappel à l'ordre. Objectif affiché : « *retrouver le fauteuil perdu* », c'est-à-dire reconquérir le pouvoir d'État, absent depuis vingt-six ans. « Nous devons transcender les querelles d'individus pour bâtir une équipe solide », a-t-il lancé, avant de jurer fidélité à vie au PDCI. Une promesse qui vise aussi ceux qui seraient tentés par la défection ou la création de chapelles concurrentes.

LE COUP DE FIL QUI A TOUT CHANGÉ

L'exercice était périlleux. Depuis

des semaines, les réseaux sociaux bruissaient d'une rumeur tenace, une dissension ouverte entre Jean-Marc Yacé et le président du parti, Tidjane Thiam. C'est pour la tuer dans l'œuf que la scène parisienne a basculé dans l'imprévu.

En pleine conférence, Tidjane Thiam a appelé son vice-président. Téléphone tenu à bout de bras, le message – bref – a fusé : « Cohésion et union, sans lesquelles nous n'avons aucune chance. » La salle a explosé. Tonnerre d'applaudissements. La rumeur, au moins en apparence, était enterrée.

Mais au-delà du geste téléphonique, c'est la gravité du moment qui s'impose. Après près

de trois décennies loin du pouvoir, le PDCI ne peut plus s'offrir le luxe des guerres intestines. Yacé, conforté par cette intervention surprise du patron du PDCI, a exhorté la diaspora – et singulièrement celle de Paris, fer de lance historique – à se remettre au pas.

EN FACE, LE ROULEAU COMPRESSEUR RHDP

Pour comprendre l'urgence, il faut regarder en face. Depuis la mort de Bédié, c'est la première grande turbulence au sein du principal parti d'opposition ivoirien. Tidjane Thiam, l'ancien



COOPERATION » Congo Brazza - Russie

L'axe Brazzaville-Moscou se renforce

Le président russe Vladimir Poutine a reçu son homologue congolais Denis Sassou-Nguesso, du 28 avril au 1er mai 2026. Ce dernier a choisi la Russie pour son premier déplacement à l'étranger depuis sa réélection. L'occasion pour les deux hommes d'appeler à une intensification de leur coopération.

banquier de Crédit Suisse, a hérité d'une machine lourde, mais fragilisée par des fidélités personnelles et des ego surdimensionnés. Et pendant ce temps, en face, le RHDP – le parti au pouvoir – avance comme un rouleau compresseur. Majorité parlementaire écrasante, contrôle des ressources de l'État, mainmise sur l'administration, et Alasane Ouattara installé dans un quatrième mandat sans opposition sérieuse. Dans ce face-à-face asymétrique, la moindre fracture au sein du PDCI est une victoire anticipée pour le camp présidentiel.

UNE UNION SACRÉE POUR NE PAS DISPARAÎTRE

L'union prêchée samedi par Thiam et Yacé n'a donc rien d'une incantation morale. C'est une condition de survie politique. La question est simple, un parti bientôt octogénaire, privé du pouvoir depuis plus d'un quart de siècle, peut-il encore incarner l'alternance démocratique ?

La réponse ne viendra pas des déclarations, mais des actes : rénover les pratiques, dépasser les clivages personnels, proposer une offre politique lisible. Jean-Marc Yacé veut croire que le PDCI reste « le parti le mieux structuré » de Côte d'Ivoire. Reste à transformer cette structure en force de proposition, non en champ de ruines.

Car les Ivoiriens, comme il le rappelait, « observent ». Ils ne demandent qu'à croire à l'alternance. Mais ils ne pardonneront pas un énième spectacle de divisions.

Clément Yao

Entre Denis Sassou-Nguesso et Vladimir Poutine, tout baigne ! Le président congolais était en visite d'État à Moscou du 28 avril au 1er mai 2026, depuis sa réélection. Une visite qui était placée sous le signe de l'approfondissement de la coopération entre la Russie et le Congo. « Nous avons de bonnes perspectives de développement de nos relations, a assuré le président russe Vladimir Poutine. Sur le plan économique, cela inclut l'exploration géologique, l'énergie, la logistique, l'agriculture et bien d'autres secteurs. Nos entreprises sont prêtes à opérer sur votre marché, notamment grâce à la stabilité de votre situation politique intérieure, gage de bonnes perspectives commerciales ».

Pour Brazzaville, l'enjeu consiste à identifier de nouvelles opportunités d'investissement susceptibles de soutenir la croissance économique et de favoriser la création d'emplois. La coopération congolo-russe connaît actuellement une phase de dynamisation, en particulier dans le domaine énergétique. Moscou accompagne Brazzaville dans le renforcement de sa sécurité énergétique et le développement de son industrie pétrolière, à travers un plan d'action conjoint déjà en cours d'exécution.

Le secteur minier figure également parmi les priorités, avec un partenariat renforcé avec l'Institut des mines de Saint-Petersbourg, en vue de diversifier l'économie congolaise.



À l'invitation de son homologue russe, le président congolais, Denis Sassou N'Guesso, était en visite d'État en Russie du 28 avril au 1er mai. (Ph: DR)

Par ailleurs, des projets structurants sont à l'étude, dont la construction d'un oléoduc de plus de 1 000 kilomètres reliant la façade Atlantique à la partie septentrionale du Congo. Ce projet avait été évoqué récemment lors d'une rencontre entre Denis Sassou N'Guesso et Alexandre Novak à Brazzaville.

Les relations entre le Congo et la Russie remontent à 1964, à l'époque de l'Union soviétique. Depuis, les deux pays entre-

tiennent des liens étroits, régulièrement réaffirmés à travers des échanges de haut niveau. La dernière visite du président congolais à Moscou remonte à l'année précédente, à l'occasion de la commémoration de la victoire sur l'Allemagne nazie. Ce nouveau déplacement confirme la volonté des deux capitales de hisser leur coopération à un niveau supérieur.

Yves-Alain LOPIKO

Sommet Africa Forward « ECONOMIE

L'opportunité d'une relation renouvelée

La France et le Kenya ont organisé conjointement le sommet Africa Forward, les 11 et 12 mai 2026 à Nairobi. Un nouveau format pour ce rendez-vous majeur dans les relations entre les pays d'Afrique et la France qui entend mettre l'accent sur les sujets économiques, l'entrepreneuriat et la jeunesse.



L'objectif du sommet Africa Forward visait à favoriser les partenariats économiques. (Ph: DR)

Le Kenya et la France ont organisé le sommet « Africa Forward : Partenariats entre l'Afrique et la France pour l'innovation et la croissance » les 11 et 12 mai 2026 à Nairobi, capitale du Kenya.

Il a réuni des chefs d'État et de gouvernement de France et de plusieurs dizaines de pays d'Afrique. Plus de 2 000 acteurs politiques, économiques et de la société civile, dont des sportifs de haut niveau reconnus mondialement, y ont participé. L'Union européenne, l'Union africaine, les institutions financières internationales et les banques de développement, dont le groupe AFD, y étaient également représentées.

Ce sommet visait à trouver des solutions pour répondre aux problématiques d'intérêt commun convergentes pour la France et

les pays africains. Il offrait l'occasion d'entendre la voix de jeunes leaders dans un événement pensé comme un moment de dialogue et de valorisation de leurs idées pour l'avenir du continent africain.

« L'Afrique et la France sont reliées, avec une histoire qui a connu ses moments de souffrance mais aussi de grande proximité, avec des dynamiques d'échanges qui s'approfondissent aujourd'hui. Les enjeux climatiques amènent notamment à se tourner vers le continent africain qui apporte des solutions concrètes », observe Sandra Kassab, directrice du département Afrique à l'Agence française de développement (AFD).

Africa Forward s'inscrivait dans le renouveau des relations entre la France et les pays africains, fondé sur des partenariats mu-

tuellement bénéfiques et un rapport d'égal à égal. Il s'est donné comme ambition de valoriser les résultats du changement de paradigme engagé depuis 2017 dans ces relations, en reflétant une approche inclusive et effective du multilatéralisme, qui s'appuie sur le Pacte pour la prospérité, les peuples et la planète, adopté à Paris en juin 2023.

Le sommet avait lieu pour la première fois dans un pays africain non francophone et cherchait à renforcer la coopération entre l'ensemble des pays d'Afrique et la France dans des domaines d'intérêt mutuel.

Le sommet Africa Forward était prioritairement orienté sur des sujets économiques tels que la réforme de l'architecture financière internationale, la transition énergétique, l'industrialisation verte, l'économie bleue, l'intel-

ligence artificielle et les technologies numériques.

Le secteur privé, les sociétés civiles et les diasporas jouent un rôle clé dans le renouveau de la relation entre le continent africain et la France. La capacité d'innovation qui y trouve sa source, ainsi que les solutions concrètes et communes face aux grands défis contemporains, sont au programme de ce sommet.

Un forum d'affaires a réuni notamment lors d'ateliers et d'entretiens des grands dirigeants d'entreprises africaines et françaises, des dirigeants de petites et moyennes entreprises ainsi que des jeunes entrepreneurs et des représentants du secteur public. Objectif : favoriser les partenariats économiques.

AD



RELIGION » Vatican

Les confidences du pape Léon XIV sur son périple en Afrique

Du 13 au 23 avril 2026, le pape Léon XIV a effectué un voyage apostolique majeur en Afrique. Au programme : l'Algérie, le Cameroun, l'Angola et la Guinée équatoriale. En fils de saint Augustin, il a posé un geste fort en choisissant de se rendre sur le continent africain pendant onze jours.

Le Pape Léon XIV est revenu sur son récent, long et mémorable voyage apostolique en Afrique, qui l'a conduit en Algérie, au Cameroun, en Angola et en Guinée équatoriale. Un déplacement qu'il a présenté comme « un message de paix » dans un contexte international marqué par les conflits, les tensions et par de graves et fréquentes violations du droit international.

Le Saint-Père a confié que ce voyage faisait partie de ses projets initiaux en tant que Successeur de Pierre et berger du peuple de Dieu : « Dès le début de mon pontificat, j'ai songé à un voyage en Afrique ». Il a exprimé sa gratitude pour cette opportunité, vécue « en tant que Pasteur, pour rencontrer et encourager le peuple de Dieu », mais aussi comme « un message de paix à un moment historique marqué par des guerres et par de graves et fréquentes violations du droit international ». Le Pape a également remercié les évêques et les autorités civiles pour leur accueil, ainsi que tous ceux qui ont contribué à l'organisation de cette visite apostolique.

Première étape du voyage, l'Algérie a revêtu une signification particulière pour le Pape Léon XIV. Il y a vu l'occasion de « repartir des racines de son identité spirituelle » et de construire des ponts essentiels : « le pont avec l'époque très féconde des Pères de l'Église, le pont avec le



Pape Léon XIV : « J'ai vu en Angola des visages d'anciens marqués par les fatigues et les souffrances, mais rayonnants de la joie de l'Évangile... ». (Ph: DR)

monde islamique » et « le pont avec le continent africain ».

Au Cameroun, le Pape a réaffirmé son appel à la paix dans le pays : « notre appel à œuvrer ensemble pour la réconciliation et la paix, car ce pays est malheureusement lui aussi marqué par des tensions et des violences ». Évoquant la richesse et la diversité du pays qui le fait surnommer « l'Afrique en minia-

ture », le successeur de Pierre a souligné les défis majeurs : « une répartition équitable des richesses ; celui de donner leur place aux jeunes, en surmontant la corruption endémique ; celui de promouvoir un développement intégral et durable, en opposant aux diverses formes de néocolonialisme une coopération internationale visionnaire ».

En Angola, marqué par une histoire de conflits, le Saint-Père a mis en lumière l'action de Dieu qui « a guidé et purifié l'Église, la convertissant toujours davantage au service de l'Évangile, de la promotion humaine, de la réconciliation et de la paix ». Au sanctuaire de Mamã Muxima qui signifie « Mère du cœur », le





Pape a été touché par la vitalité de la foi du peuple angolais : « j'ai vu avec joie tant de religieuses et de religieux de tous âges, ... ; j'ai vu des catéchistes qui se consacrent entièrement au bien des communautés ; j'ai vu des visages d'anciens marqués par les fatigues et les souffrances, mais rayonnants de la joie de l'Évangile ; j'ai vu des femmes et des hommes danser au rythme des chants de louange au Seigneur ressuscité, fondement d'une espérance qui résiste aux déceptions causées par les idéologies et les vaines promesses des puissants ».

Dernière étape du voyage, la Guinée équatoriale a offert au Pape une expérience particulièrement marquante enracinée dans 170 ans d'évangélisation. Le Pape a évoqué la foi vivante du peuple équatoguinéen, qui « a renouvelé avec un grand enthousiasme sa volonté de marcher uni vers un avenir d'espérance ».

Parmi les moments forts de cette étape équatoguinéenne, le Saint-Père a cité sa visite à la prison de Bata, où les détenus ont chanté et prié « sous une pluie battante », dans ce qu'il a qualifié de « signe authentique du Royaume de Dieu » demandant au Pape de prier « pour leurs péchés et leur liberté ». Et la rencontre avec les jeunes au stade de Bata a également été marquée par « une fête de joie chrétienne, avec des témoignages émouvants de jeunes qui ont trouvé dans l'Évangile le chemin d'une croissance libre et responsable », témoignant d'une foi capable de transformer les vies.

En conclusion, le Pape Léon XIV a souligné la portée de cette visite pour les peuples africains : « la visite du Pape est, pour les populations africaines, l'occasion de faire entendre leur voix, d'exprimer la joie d'être le peuple de Dieu et l'espoir d'un avenir meilleur, empreint de dignité pour chacun et pour tous ».

MIB

L'ex-Députée Rachel Kéké a des problèmes

Battue aux législatives anticipées, l'ex-députée insoumise Rachel Kéké attaque son employeur STN pour non-respect d'un accord signé après la grève de l'Ibis Batignolles. Elle dénonce une mutation incompatible avec sa situation.



Rachel Kéké : « J'ai la sensation que c'est une forme de punition pour avoir mené la grève... ». (Ph: DR)

Femme de chambre devenue députée, Rachel Kéké avait été, à l'été 2022, l'un des visages de la progression de la France insoumise. Elle n'aura siégé que deux ans au Palais Bourbon jusqu'aux législatives anticipées, où elle a été battue de 600 voix par l'actuel ministre LR de la Ville et du Logement, Vincent Jeanbrun. Pour Rachel Kéké, le retour à la vie civile ne se passe pas comme prévu : l'ex-parlementaire a saisi les prud'hommes contre son employeur.

La société de nettoyage STN ne respecte pas, selon nos confrères de Mediapart, un accord signé en 2021 entre ce sous-traitant du groupe Accor et les grévistes de l'Ibis Batignolles, où travaillait Rachel Kéké comme gouvernante avant d'être l'une des figures de la grève historique longue de 22 mois.

L'entreprise (qui entre-temps a perdu son contrat avec le deuxième plus grand hôtel du pays) s'était alors engagée « à limiter les mutations du personnel affecté au site de Batignolles dans le seul périmètre de 15 kilomètres entre le lieu d'habitation de ces derniers et le nouveau lieu d'activité ».

Or, STN a muté l'ancienne députée au domaine de Frémigny, à plus de 40 kilomètres de son domicile, dans la ville de Bouray-sur-Juine (Essonne) dont la gare est située à plus de trente minutes de marche. « Or, il n'existe pas de transport en commun pour effectuer ce trajet et je ne dispose pas de véhicule personnel », a fait savoir Rachel Keke aux ressources humaines.

Celle-ci devait commencer le travail le 13 février 2026 mais ne s'est pas rendue à la convocation. Deux mises en demeure de STN ont suivi, dont l'une la menaçant d'un licenciement. « J'appelle ça de l'acharnement et de la maltraitance, assure Rachel Keke. J'ai la sensation que c'est une forme de punition pour avoir mené la grève ».

Le 4 mai 2026, Rachel Kéké était alors convoquée à un entretien préalable au licenciement. Alors qu'elle a saisi le conseil des Prud'hommes pour le non-respect de l'accord collectif de 2021, Rachel Kéké voit cette convocation comme un moyen d'éviter le procès, qui devait avoir lieu le 15 juin.

BOZ

SOCIÉTÉ » France

La France durcit ses lois contre les non-Européens

La France renforce son dispositif d'intégration avec de nouvelles exigences pour les étrangers souhaitant s'installer durablement, incluant des examens civiques et linguistiques.



La France d'Emmanuel Macron veut contrôler l'immigration et améliorer l'intégration. (Ph: DR)

La circulaire de fermeté de l'ex-ministre français de l'Intérieur, Bruno Retailleau, fait des dégâts parmi les milliers d'immigrés en France.

Depuis le 1er janvier 2026, en effet, tout étranger non-Européen souhaitant s'installer durablement en France passe des examens de civisme et de langue. Ces épreuves sont obligatoires pour tous ceux qui demandent

une carte de séjour pluriannuelle (de 2 à 4 ans), une carte de résident, ainsi que pour les candidats à la naturalisation. Le durcissement de ces conditions d'intégration a été l'une des toutes dernières manœuvres de l'ex-ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, qui a signé cet arrêté deux jours avant son départ de la Place Beauvau, le 10 octobre dernier.

Dans le détail, le test civique

consiste en 40 questions (28 pour les connaissances générales et 12 pour les mises en situation) à choix multiples visant « à vérifier la connaissance par le candidat des principes et des valeurs de la République, le mode d'organisation de la République française et le fonctionnement de la société française », peut-on lire sur le site du gouvernement français.

Il est bon de savoir également

que désormais, les ressortissants étrangers devront avoir résidé en France pendant au moins 7 ans pour demander un premier titre de séjour « vie privée et familiale ». Une résidence ininterrompue de 3 ans est exigée pour les individus désireux d'être admis au séjour par le travail.

MIB



Pourquoi le Général Tiani suspend neuf médias français

Le 8 mai 2026, la télévision d'État du Niger a annoncé la suspension d'une dizaine de médias français. Parmi eux se trouvent France 24, TV5 Monde, AFP et Médiapart. Explications.



La suspension concerne « les bouquets satellites, les réseaux câblés, les plateformes numériques, les sites web et les applications mobiles »..(Ph: DR)

Le Niger, dirigé par une junte hostile aux pays occidentaux, a suspendu le 8 mai 2026 neuf médias français pouvant « mettre gravement en péril l'ordre public ».

Un communiqué diffusé à la télévision d'État indique que les organes suspendus ont diffusé à plusieurs reprises des contenus « susceptibles de mettre gravement en danger l'ordre public, l'unité nationale, la cohésion sociale et la stabilité des institu-

tions » du Niger.

Il s'agit de France 24, Radio France Internationale, France Afrique Média, LSI Africa, Agence France-Presse, TV5 Monde, TF1 Info, Jeune Afrique et Médiapart. La suspension est « immédiate » et concerne « les bouquets satellites, les réseaux câblés, les plateformes numériques, les sites web et les applications mobiles ».

Pour rappel, RFI et France 24 avaient déjà été suspendues quelques jours après le coup d'État de juillet 2023 qui a porté

la junte au pouvoir. Et depuis décembre 2024, la BBC britannique avait été suspendue.

La décision du Niger est intervenue quelques jours avant un important sommet entre la France et les pays africains au Kenya. Aucun des trois pays dirigés par des juntes n'y participe.

Plusieurs médias occidentaux ont déjà été suspendus depuis l'arrivée du nouveau pouvoir au Niger en juillet 2023, par un coup d'État. Cet immense pays sahélien a entamé dès lors un divorce avec la France en ob-

tenant notamment le départ de son armée engagée dans la lutte anti-djihadiste.

Le pouvoir à Niamey s'est tourné vers d'autres partenaires, dont la Russie, et fustige régulièrement « l'impérialisme », revendiquant sa « souveraineté ».

Des journalistes nigériens travaillant pour des médias étrangers ou locaux sont également pris pour cible par la junte.

BOZ



SOCIÉTÉ » Seine-Saint-Denis

Bally Bagayoko, le Maire insoumis qui dérange...

Bally Bagayoko, maire LFI de Saint-Denis, se vante d'avoir décroché de son bureau le portrait d'Emmanuel Macron... au nom du « pacte républicain ». Aucune obligation légale ne l'oblige à le raccrocher au mur.

Le nouveau maire La France Insoumise (LFI) de Saint-Denis connaît une ascension médiatique sans précédent. Les raisons ?

Bally Bagayoko, a indiqué le 6 mai 2026 que le portrait du président Emmanuel Macron resterait « décroché » dans son bureau, en réponse au préfet de la Seine-Saint-Denis qui lui demandait de respecter « la tradition républicaine ». « L'accrochage du portrait du président de la République dans les mairies, s'il ne relève d'aucune obligation légale, est un usage consacré par la tradition républicaine », a écrit le préfet Julien Charles, dans un courrier adressé au nouveau maire de Saint-Denis-Pierrefitte (150.000 habitants), deuxième commune la plus peuplée d'Ile-de-France après Paris.

« Sa fonction est de rassembler les citoyens autour des institutions, au-delà des clivages politiques », argumente le préfet, pour qui le geste de Bally Bagayoko de décrocher ce portrait « contrevient à cet usage bien établi ». Dans sa missive, également publiée sur les réseaux sociaux, il a invité le maire à « reconsidérer sa position » et à « veiller au respect de la tradition républicaine ».

« Cette lettre n'a pas lieu d'être, le préfet le confirme lui-même : notre démarche s'inscrit dans une parfaite légalité et nous l'assumons pleinement », a réagi Bally Bagayoko. « Le portrait restera décroché tant que l'État ne remplira pas ses obligations dans le cadre du pacte répu-



Bally Bagayoko : « Le portrait restera décroché tant que l'État ne remplira pas ses obligations dans le cadre du pacte républicain, notamment envers les habitants de notre territoire ». (Ph: DR)

blicain, notamment envers les habitants de notre territoire », a-t-il renchéri.

Dès le mois d'avril, des journalistes avaient pu constater que le portrait du chef de l'État, décroché du mur, était retourné, dans un coin du bureau du nouveau maire LFI.

Bally Bagayoko avait déclaré qu'il laisserait ce portrait retourné « tant que la République n'était pas en capacité de corriger les inégalités ». Il disait attendre 2027 et « l'avènement d'une gauche de rupture et d'un nouveau président », le candidat de la France insoumise, Jean-Luc Mélenchon.

L'édile insoumis a ajouté :

« Nous sommes interpellés de voir le préfet se mobiliser à deux reprises depuis le début du mandat, d'abord pour bloquer un arrêté anti-expulsion, puis aujourd'hui pour cette prise de position, plutôt que sur les urgences sociales ». Une démarche qu'il assume donc pleinement.

Accrocher le portrait du chef de l'État est une tradition et non une obligation légale. En effet, rien n'est précisé dans la loi à ce sujet. Au sein de la Constitution, seul l'article 2 évoque le français comme « la langue de la République », le drapeau tricolore comme « l'emblème national », la Marseillaise comme « l'hymne

national » et « Liberté, Égalité, Fraternité » comme « la devise de la République ». Rien non plus donc concernant le portrait du chef de l'État.

Ces dernières années, plusieurs militants écologistes ont été poursuivis en justice pour avoir décroché - et emporté - des portraits d'Emmanuel Macron, disant vouloir ainsi dénoncer l'« inaction » étatique face à l'urgence climatique. Certains ont été condamnés à des amendes pour « vol » quand d'autres ont été relaxés, notamment au nom de la liberté d'expression.

MIB



Football « SPORT

La CAN 2027 en danger, vers une délocalisation

La Coupe d'Afrique des nations organisée par le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie du 19 juin au 18 juillet 2027 pourrait être délocalisée. La faute à des retards concernant la construction et la rénovation des stades.

La Coupe d'Afrique des nations continue de faire parler d'elle... En effet, en attendant le verdict du Tribunal arbitral du sport (Tas), au terme d'une CAN 2026 controversée, les têtes pensantes du football africain sont confrontées à un autre souci : Où se jouera la CAN 2027 ? À un peu plus d'un an de l'ouverture de cette 36e édition, l'inquiétude est grande quant à la capacité des pays hôtes de recevoir la CAN 2027. Le 3 avril 2023, le président de la CAF, Patrice Motsepe a attribué l'organisation au Kenya, à l'Ouganda et la Tanzanie. Mais selon les informations du Monde, un rapport rédigé suite à une visite d'inspection de la CAF s'inquiète de la lenteur des travaux de construction.

Au Kenya, le comité d'organisation a été rappelé à l'ordre au sujet du Centre sportif international Moi (55 000 places) mais aussi du stade sportif de Talanta (60 000 places) dont la livraison a été repoussée de fin 2025 à juillet 2026. Pour l'Ouganda, l'inquiétude est encore plus grande avec aucun stade répondant aux attentes de catégorie 4, niveau d'homologation de la CAF.

Si seule la Tanzanie semble prête, la CAF a également relevé des défaillances au niveau de l'harmonisation des infrastructures d'accueil et de transport entre les trois pays.

Face à ces incertitudes, la CAF étudie désormais plusieurs scénarios



La CAF étudie plusieurs scénarios alternatifs pour l'organisation de la CAN 2027. (Ph: DR)

alternatifs pour éviter une organisation chaotique.

En coulisses, l'hypothèse d'une délocalisation complète commence sérieusement à circuler avec l'Afrique du Sud comme solution la plus crédible pour reprendre l'événement. Le pays dispose en effet d'infrastructures déjà prêtes grâce à l'héritage de la Coupe du Monde 2010 et pourrait organiser la compétition dans des délais beaucoup plus sûrs. Une telle décision provoquerait toutefois un véritable séisme politique et sportif en Afrique de l'Est. Selon plusieurs sources proches du dossier, le Kenya et l'Ouganda continuent de faire pression pour conserver l'organisation en promettant d'accélérer les tra-

vaux et de tenir leurs engagements. La Tanzanie, qui apparaît aujourd'hui comme le pays le plus avancé dans ses préparatifs, verrait quant à elle d'un très mauvais œil une délocalisation provoquée par les retards de ses voisins. Une situation explosive qui place désormais la CAN 2027 sous une menace réelle et qui pourrait pousser la CAF à trancher rapidement pour éviter une nouvelle crise autour de son tournoi phare.

La CAF a fixé une date pour la revue du niveau des réalisations. Celle-ci aura lieu en août prochain, a annoncé l'instance via communiqué. « Concernant la préparation des infrastructures, chaque pays a présenté les progrès réalisés dans la

construction, la réhabilitation et la modernisation des stades, des terrains d'entraînement, des réseaux de transport, des aéroports, des infrastructures d'hébergement et des installations de soutien associées dans les trois pays hôtes. Les ministres ont réaffirmé l'engagement de leurs gouvernements à veiller à ce que toutes les installations répondent aux exigences de la CAF dans les délais convenus et ont adopté une feuille de route accélérée, le mois d'août 2026 étant identifié comme une étape clé pour la revue de l'état d'avancement ».

Aux dernières nouvelles, le Rwanda patienterait aussi dans les starting-blocks.

GFY



SPORT » Mali

Fousseni Diawara pour remplacer Tom Saintfiet ?

La Fédération malienne de football (Femafoot) a officialisé le départ de son sélectionneur Tom Saintfiet, le 29 avril 2026. Pour lui succéder, elle a lancé un appel à candidatures.

La Fédération malienne de football (Femafoot) a annoncé, le 29 avril 2026, se séparer de son sélectionneur belge Tom Saintfiet, qui avait pris ses fonctions à l'été 2024. Son président, Mahazou dit Baba Cissé, a tenu à le remercier et à encenser son bilan dans un communiqué. «*Durant votre passage, vous avez fait preuve d'un engagement constant, d'un professionnalisme exemplaire et d'une détermination remarquable dans la conduite de votre mission. Dans un environnement parfois exigeant, vous avez su maintenir la cohésion du groupe, structurer le travail technique et porter avec dignité les couleurs des Aigles du Mali, peut-on lire. Au-delà des résultats, votre attachement aux valeurs du sport et votre respect pour notre pays ont été particulièrement appré-*



Fousseni Diawara est parmi les favoris pour succéder à Tom Saintfiet à la tête des Aigles du Mali. (Ph: DR)

ciés ».

À son tour, celui qui n'a pas réussi à qualifier les Aigles du Mali pour la Coupe du monde

2026 a indiqué : «*Aujourd'hui marque la fin de ma mission en tant que sélectionneur de l'équipe nationale A du Mali.*

Une mission accomplie avec fierté et engagement, malgré des conditions parfois difficiles. L'heure est donc arrivée pour moi de me diriger vers un nouveau challenge, a communiqué Saintfiet dans un message de remerciement. Je souhaite plein succès aux Aigles du Mali pour les échéances à venir ».

Un appel à candidatures a été lancé afin de trouver le nouveau sélectionneur pour l'équipe malienne. Les prétendants avaient jusqu'au 10 mai 2026 pour envoyer leur dossier.

Selon nos informations, une candidature a pris de l'ampleur ces dernières semaines : celle de Fousseni Diawara, actuel sélectionneur des Espoirs. L'ancien international malien dispose d'ailleurs de soutiens de poids, à l'image des légendes maliennes Frédéric Kanouté et Seydou Keita.

AA



Football

Koffi Kouao fait ses adieux au FC Metz

Latéral du FC Metz, Koffi Kouao a récemment annoncé aux supporters messins qu'il quitterait le club à l'issue de la saison 2025-2026. Selon nos sources, l'Ivoirien a déjà des pistes.

«*The last Dance à Saint-Symphorien*», a lancé le latéral droit du FC Metz à travers plusieurs messages sur les réseaux sociaux, le 10 mai 2026, après la rencontre contre Lorient.

Koffi Kouao avait déjà annoncé quelques jours plus tôt son départ du FC Metz après l'expiration de son contrat fin juin. Arrivé de Vizela en 2022, l'Ivoirien a participé à 113 rencontres de Ligue 2

et Ligue 1 avec les Messins. Don Koff' a annoncé la nouvelle sur ses réseaux : «*Ça été quatre saisons faites de hauts et de bas, de joies, de tristesses. Mais j'ai toujours essayé de tout donner sur le terrain pour ce club, et d'être à la hauteur en dehors. Encore un match pour bien finir cette saison. Mais cela a été un honneur ».*

Où poursuivra-t-il sa carrière ? Le club de Sunderland a des vues sur Koffi Kouao. À cet intérêt an-

glais, il faut également ajouter des discussions avec une équipe de Bundesliga et un autre club du championnat écossais (Les Glasgow Rangers cherchent un profil défensif qui correspondrait à celui de Koffi Kouao). Pour l'heure, le joueur de 27 ans et ses représentants n'ont pas tranché et attendent de recevoir d'autres propositions. Sa prise de parole pour officialiser son départ devrait accélérer les choses.

AA



Koffi Kouao : «*J'ai toujours essayé de tout donner sur le terrain pour ce club...* ». (Ph: DR)



Coupe du monde de football FIFA 2026 « SPORT »

LA COMPOSITION DES GROUPES DE LA 23^È ÉDITION

GRUPE A



GRUPE B



GRUPE C



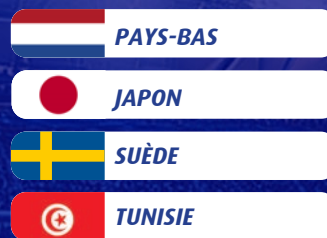
GRUPE D



GRUPE E



GRUPE F



GRUPE G



GRUPE H



GRUPE I



GRUPE J



GRUPE K



GRUPE L



LES ÉQUIPES QUALIFIÉES POUR LA COUPE DU MONDE DE LA FIFA 2026™

Pays hôtes : Canada, États-Unis, Mexique - **AFC :** Arabie saoudite, Australie, Irak, Japon, Jordanie, Ouzbékistan, Qatar, République de Corée, RI Iran - **CAF :** Afrique du Sud, Algérie, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Égypte, Ghana, Maroc, RD Congo, Sénégal, Tunisie - **Concacaf :** Curaçao, Haïti, Panamá - **CONMEBOL :** Argentine, Brésil, Colombie, Équateur, Paraguay, Uruguay - **OFC :** Nouvelle-Zélande - **UEFA :** Allemagne, Angleterre, Autriche, Belgique, Bosnie-et-Herzégovine, Croatie, Écosse, France, Espagne, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse, Tchéquie, Turquie
(48 équipes sur 48)

Les équipes ayant participé au Tournoi de barrage

Bolivie, Irak, Jamaïque, Nouvelle-Calédonie, RD Congo, Suriname
(6 équipes sur 6)



SPORT » Football / RD Congo

Mokio tourne le dos à la Belgique

Plus d'un an après avoir connu sa première et seule cape avec la Belgique, Jorthy Mokio (18 ans) a décidé de changer de nationalité sportive. Le milieu de terrain de l'Ajax Amsterdam, né à Gand, a finalement choisi de représenter la République démocratique du Congo, son pays d'origine. Il se met ainsi à la disposition de Sébastien Desabre, le sélectionneur des Léopards, pour la Coupe du monde 2026.

Il s'agit d'un grand talent pour les Léopards du Congo, pour le futur. Né et formé en Belgique jusqu'à son départ à l'Ajax en 2024, Jorthy Mokio a fait un choix pour son avenir international. Le milieu de terrain de 18 ans, déjà appelé par Rudi Garcia en mars 2025 avec les Diables Rouges (il avait joué un match barrages de promotion-relégation de la Ligue des nations), a finalement fait le choix de représenter la RD Congo, son pays d'origine. D'après le règlement, un joueur ayant joué seulement en Ligue des Nations peut encore changer de nationalité, s'il a moins de 21 ans, et en ayant joué moins de trois matchs avec l'équipe nationale en question. C'est le cas de Mokio, qui nous a confirmé son choix. « C'est surtout une question de sentiments. Ils ont déjà



Jorthy Mokio : « Je suis mon instinct ». (Ph: DR)

montré de l'intérêt à l'époque mais j'étais encore trop jeune pour faire un choix définitif. Au fil du temps, mon sentiment en-

vers le pays de mes racines est devenu plus fort. Je pense que c'est le bon moment pour écouter et lui donner une direction »,

a-t-il indiqué.

Pour rappel, Jorthy Mokio, un produit du centre de formation du KAA Gent, possède la double nationalité. En raison de la réglementation de la FIFA, le jeune joueur ne pourra toutefois le faire qu'à partir de 2028, car il a déjà disputé un match international officiel avec la Belgique. Jouer la Coupe du monde cet été avec la RD Congo n'est donc pas une option. « La question est de savoir si cela serait possible, compte tenu des règlements. C'est vraiment formidable que la RD Congo ait réussi à se qualifier. Si c'est faisable et que je suis sélectionné, je serai en tout cas prêt. Et si ce n'est pas le cas, je soutiendrai certainement l'équipe d'ici, avec les supporters », déclare Mokio à ce sujet.

GFY

NIGERIA



Basket-Ball

Un 6^e coach Américain à la tête des D'Tigers

Depuis le 9 mai 2026, le Nigéria a confié les rênes de sa sélection masculine de basketball à l'Américain David Fizdale, dans un contexte marqué par les éliminatoires de la Coupe du monde FIBA 2027 et la préparation des prochaines échéances internationales, dont les Jeux olympiques de Los Angeles 2028.



David Fizdale succède à l'ancien international nigérian Abdulrahman Mohammed, en poste entre 2024 et novembre 2025. (Ph: DR)



Athlétisme « SPORT

L'exploit XXL de Sabastian Sawe

En devenant le premier homme sous la barre des deux heures au marathon, à Londres, le 26 avril 2026, Sabastian Sawe est entré dans l'histoire.



Le Kényan Sabastian Sawe est devenu le 26 avril 2026 le premier athlète à boucler un marathon sous la barre mythique des deux heures. (Ph: DR)

La mission du technicien américain David Fizdale (51 ans) est limpide : relancer les D'Tigers, actuellement troisièmes du groupe C des éliminatoires africains du Mondial 2027, derrière la Guinée et la Tunisie. Ancien entraîneur principal des New York Knicks et des Memphis Grizzlies en NBA, David Fizdale arrive avec une solide expérience du haut niveau nord-américain. Il occupait récemment le poste d'entraîneur adjoint des Phoenix Suns durant la saison 2025.

Jusque-là, le Nigéria n'a remporté qu'un seul de ses trois premiers matchs lors de la première phase des qualifications disputée en Tunisie en novembre dernier. Les D'Tigers tenteront donc de relancer leur campagne lors de la troisième fenêtre qualificative, prévue du 2 au 5 juillet 2026 à Luanda, en Angola.

Avec le recrutement de David Fizdale, la Fédération nigérienne mise sur l'expérience et la connaissance du basket international du technicien américain afin de repositionner la sélection parmi les grandes nations africaines, après plusieurs campagnes continentales et mondiales en demi-teinte.

David Fizdale devient ainsi le sixième entraîneur américain à diriger les D'Tigers, après Mike Brown, Will Voigt, John Lucas, Sam McCullum et Sam Vincent.

GFY

A jamais le premier ! Et si l'on inscrivait la performance de Sabastian Sawe au panthéon de l'athlétisme mondial ? Il faut dire que son exploit est retentissant ! Avec un chrono en 1 h 59'30'', en effet, Sébastian Sawe est devenu le premier homme à franchir la barre des deux heures sur marathon.

Le Kényan Sabastian Sawe (31 ans) a en tout cas inscrit à Londres son nom au firmament de l'athlétisme, avec l'un des plus grands exploits de l'histoire de son sport.

Ironie de l'histoire, cette performance exceptionnelle n'est restée unique que 11 secondes, car un second athlète, l'Éthiopien Yomif Kejelcha, est aussi parvenu dans la foulée à descendre sous les deux heures (1 h

59'41''), alors qu'il bouclait son premier marathon.

Cet exploit vaudra à Sawe d'entrer au panthéon d'un sport qui a forgé sa légende sur des performances individuelles, comme celle de Dick Fosbury, inventeur du passage de barre sur le dos en saut en hauteur, lors des Jeux de Mexico 1968.

Accueilli le 30 avril 2026 en héros à Nairobi et félicité par le président William Ruto, Sabastian Sawe a confié : « Je ne l'ai pas fait pour moi seul, je l'ai fait pour nous tous. Et je voudrais que nous en soyons tous heureux afin qu'il reste comme un record (établi) pour nous tous ». Jusque-là, la barre des deux heures représentait l'un des derniers grands mythes de l'athlétisme. Le précédent record du monde (2h 00min 35s) appar-

tenait à un autre Kényan, Kelvin Kiptum, établi à Chicago en 2023, décédé dans un accident de voiture en 2024.

La performance intervient dans un contexte tendu pour l'athlétisme kényan, régulièrement éclaboussé par des affaires de dopage. Afin de lever tout doute sur ses performances ces dernières années, Sabastian Sawe s'est de lui-même soumis à un régime strict de contrôles, en accord avec les instances antidopage.

Le président kényan William Ruto a remis à Sabastian Sawe une prime de huit millions de shillings kényans (soit environ 62 000 dollars), en récompense de son entrée dans l'histoire du sport mondial.

Guy-Florentin Yameogo

CULTURE »

La France vote une loi pour restituer les œuvres africaines

Emmanuel Macron a promulgué dans la nuit du 9 au 10 mai 2026 la loi facilitant la restitution de biens pillés pendant la colonisation. Le texte était très attendu en Afrique, près de dix ans après la promesse faite par le chef de l'État français.



Le trésor royal du Dahomey, volé par les troupes coloniales françaises entre 1890 et 1892, a été rendu en 2020 au Bénin. (Ph: DR)

Le Parlement français a définitivement adopté le 7 mai 2026 une loi-cadre facilitant les restitutions d'œuvres pillées durant la colonisation française, réclamées depuis des années en Afrique. « L'instant est historique », a déclaré la ministre de la Culture, Catherine Pégard, en saluant le choix de la France « d'ouvrir une nouvelle page » de

son histoire.

La nouvelle loi permettra à l'avenir au gouvernement français de restituer des œuvres, par décret, sans devoir recourir à des lois spécifiques au compte-gouttes, comme c'était la règle jusqu'à présent. Plus qu'un outil législatif facilitant la sortie des collections françaises de biens acquis illicitement lorsqu'ils sont réclamés par leur pays ou peuple

d'origine, ce texte se veut « une main tendue » vers les pays anciennement colonisés.

« C'est une décision historique, se félicite l'historienne Bénédicte Savoy. Non seulement parce que la loi a été adoptée à l'unanimité au Parlement, mais aussi parce qu'il y a dix ans encore, tout le monde nous disait que c'était une mission impossible, qu'on n'y arriverait jamais.

En 2018, quand nous avons remis notre rapport à Emmanuel Macron, personne ne voulait en parler. C'était un sujet tabou. Les oppositions étaient très fortes. Et là, on voit qu'en huit ans, il y a eu un changement des mentalités. Normalement, cela prend un demi-siècle, un siècle... ».

MIB



14^e édition du Masa « CULTURE

L'excellence artistique africaine récompensée



Le très convoité Prix Henriette Dagri Diabaté a été attribué à Soukeina Young (Ph : DR)

La clôture de cette édition s'est imposée comme une véritable célébration du talent et de la créativité africaine. Entre prestations scéniques, compétitions artistiques et distinctions prestigieuses, l'événement a tenu toutes ses promesses le samedi 18 avril 2026, au Palais de la Culture d'Abidjan - Treichville, après une semaine d'intenses activités culturelles débutée le 11 avril. Révélant des figures montantes de la scène culturelle contemporaine.

(Photo : Le très convoité Prix Henriette Dagri Diabaté a été attribué à Soukeina Young (Ph : DR)

Moment phare de cette cérémonie, le très convoité Prix Henriette Dagri Diabaté a été attribué à Soukeina Young. À travers une œuvre à la croisée de la poésie, de la performance et de l'engagement, l'artiste a

su émouvoir et captiver le public grâce à des récits profondément humains, mêlant intimité et portée universelle. Sa présence scénique remarquable et la force de son message artistique lui valent aujourd'hui une distinction qui célèbre les parcours féminins d'exception dans l'univers culturel africain. Une consécration pour cette artiste en pleine ascension.

Du côté des créateurs numériques, le Concours Jeunes Créateurs de Contenus a également récompensé une nouvelle génération de talents africains. Le Grand Prix a été remporté par Marie-Pascale Obre, tandis que Mally la Slameuse s'est illustrée en décrochant le Prix Tourisme. À travers leurs productions, ces jeunes créateurs démontrent la capacité du digital à raconter l'Afrique autrement, avec modernité, authenticité et inventivité.

Le Prix Cedeao Humour/Slam a, lui aussi, mis à l'honneur des artistes dont les performances marquent les scènes africaines. Fifi Detchoukouni s'est vu décerner le Prix Cedeao Humour grâce à une prestation saluée pour son impact et sa maîtrise artistique. Dans la catégorie slam, Noferim a séduit le jury par la puissance de ses textes et l'intensité de son interprétation, remportant ainsi le Prix Cedeao Slam.

Autre temps fort de cette édition, le Prix du Meilleur Critique d'Art a été attribué à Alex Abou. Le jury a salué la finesse de son regard, la pertinence de ses analyses ainsi que son engagement constant en faveur de la valorisation des œuvres et des artistes du continent.

La jeunesse ivoirienne a également brillé lors du Masa Scène Décalée, véritable vitrine de la scène urbaine abidjanaise. Le groupe U18 de Marcory a dé-

croché la première place devant Lmpg de Yopougon, Dashboy's Empire d'Adjamé et Les Rois Légendaires d'Abobo. Une compétition qui confirme le dynamisme et l'énergie créative des jeunes talents issus des différents quartiers d'Abidjan.

Au Village Zouglo, le Battle Wôyô a offert une ambiance électrique et un spectacle riche en émotions. Le groupe Les Titans s'est imposé en remportant le premier prix devant Tout Terrain Gazeur, dans une compétition marquée par la ferveur du public et la richesse des sonorités zouglo et wôyô. Le festival réaffirme ainsi son rôle de plateforme incontournable de promotion des talents africains, tout en mettant en lumière la diversité et la vitalité de la création culturelle contemporaine.

JC PAGNI



CULTURE » 14^e édition du Masa

Abidjan confirme son statut de capitale africaine des arts vivants

Les rideaux sont tombés, samedi 18 avril 2026, sur la 14^e édition du Marché des Arts du Spectacle Africain d'Abidjan (Masa), après huit jours d'effervescence culturelle, de rencontres professionnelles et de performances artistiques. Organisé autour du thème « Arts du spectacle en Afrique : outils d'intégration économique et sociale », le rendez-vous a une nouvelle fois confirmé la place d'Abidjan comme l'un des principaux carrefours de la création artistique sur le continent.

Pour cette édition, le Brésil était le pays invité spécial, tandis que le Maroc occupait la place de pays invité d'honneur, illustrant l'ouverture du Masa aux échanges culturels entre l'Afrique et le reste du monde. La cérémonie de clôture, organisée sous le parrainage de la présidente du Sénat, Kandia Camara, s'est tenue en présence de la ministre de la Culture et de la Francophonie, Françoise Remarck, figure centrale de l'organisation de l'événement. Aux côtés des autorités politiques, diplomatiques et culturelles, le directeur général du Masa, Abou Kamaté, a présenté le bilan d'une édition marquée par des chiffres impressionnants.

Près de 700 professionnels des industries culturelles et créatives, 150 groupes artistiques et quelque 300 spectacles ont animé les 17 sites retenus à travers Abidjan, attirant plus de 500 000 spectateurs. Théâtre, danse, musique, slam, humour, arts urbains et créations numériques ont rythmé cette grande célébration des arts vivants africains. Au-delà de la dimension artistique, le Masa 2026 a confirmé son rôle de plateforme économique stratégique pour les industries culturelles africaines. Pas moins de 311 programmeurs venus de 72 pays ont



Aux côtés des autorités politiques, diplomatiques et culturelles, le directeur général du Masa, Abou Kamaté, a présenté le bilan d'une édition marquée par des chiffres impressionnants (Ph : DR)

participé aux rencontres professionnelles, générant 1 163 rendez-vous d'affaires et environ 800 promesses de contrats. Des résultats qui traduisent la montée en puissance des arts du spectacle comme secteur créateur d'emplois, de revenus et d'opportunités pour la jeunesse africaine.

Cette édition a également été marquée par plusieurs distinctions majeures. Le prestigieux Prix féminin Henriette Dagri Diabaté a été décerné à l'artiste Soukeïna Young, récompensée pour la singularité de son univers artistique, mêlant poésie, performance et engagement. Le prix lui a été remis par la présidente du Sénat, marraine et protectrice de cette distinction dédiée aux figures féminines inspirantes du monde culturel. Autre moment fort de cette cérémonie, la signature d'une convention entre le ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion professionnelle et du Service civique et le Ballet national dirigé par le chorégraphe ivoirien Georges Momboye. Cette initiative vise à offrir une

seconde chance à des jeunes sortis du système scolaire grâce à la formation par la danse et les métiers artistiques, illustrant la volonté des autorités de faire de la culture un outil d'inclusion sociale.

La ministre Françoise Remarck a salué l'engagement de l'ensemble des acteurs ayant contribué au succès de cette édition. Elle a exprimé sa reconnaissance au Président de la République, Alassane Ouattara, ainsi qu'à la Première Dame Dominique Ouattara, pour leur soutien constant au rayonnement culturel de la Côte d'Ivoire. Elle s'est également félicitée de la certification ISO obtenue par le Masa, une reconnaissance qui vient renforcer la crédibilité internationale de cet événement culturel majeur soutenu principalement par l'État ivoirien et ses partenaires, notamment Orun. Elle a rendu hommage au directeur général du Masa, Abou Kamaté, aux équipes du ministère, aux bénévoles ainsi qu'à tous les acteurs de l'ombre ayant contribué à la réussite de cette édition. Une mention spéciale a

été adressée à Hassane Kouyaté, président du Comité artistique international et concepteur de la scénographie du festival.

De son côté, Kandia Camara a salué « une édition de la maturité », marquée par des innovations notables telles que le Village de l'innovation, espace dédié aux nouvelles technologies, aux industries créatives et à l'entrepreneuriat culturel. Pour la présidente du Sénat, le Masa démontre que la culture est désormais un levier majeur de croissance économique, de création d'emplois et de cohésion sociale en Afrique. Le festival s'est achevé dans une ambiance grandiose avec un concert de clôture réunissant l'artiste engagé Tiken Jah Fakoly et l'orchestre philharmonique des Enfants d'Odiénné, symbole d'un dialogue réussi entre musiques modernes et orchestration classique.

Après le succès de cette 14^e édition, les regards sont désormais tournés vers le prochain Masa, annoncé comme celui de la consolidation et de l'innovation. Les organisateurs ambitionnent déjà de renforcer davantage la dimension internationale du marché, d'accroître les opportunités de financement pour les artistes africains et de développer les plateformes numériques de diffusion des spectacles.

La prochaine édition devrait également mettre un accent particulier sur la formation des jeunes talents, les résidences artistiques, les industries culturelles numériques et la circulation des œuvres africaines à l'échelle mondiale. Dans un contexte où les économies créatives prennent une place croissante dans le développement du continent, le Masa entend plus que jamais s'imposer comme un moteur de transformation culturelle, économique et sociale pour l'Afrique.

JC PAGNI



14^e édition du Masa « CULTURE »

QUELQUES IMAGES DE LA CÉRÉMONIE DE CLÔTURE DU MASA



GASTRONOMIE » NGOULOU MU MAKO OU BOUILLON DE PORC AUX PLANTAINS

Préparation 20 min

INGREDIENTS

1 kg de viande de porc

1 grosse tomate fraîche
2 oignons
3 gousses d'ail
½ poivron vert

Cuisson 55 mn

Difficulté *

1 piment rouge frais (pour parfumer)
3 cuillères à soupe de poudre de crevettes séchées

Pour 4 Personnes

2 feuilles de laurier
4 bananes plantains pas trop mûres
1 cube de bouillon (épices-oignons)

3 cuillères à soupe d'huile
Sel, poivre

PREPARATION

Demandez à votre boucher un morceau (1kg) de viande de porc (dans les côtes).

Coupez le porc en morceaux que vous lavez, réservez dans une casserole.

Salez, poivez puis mettez-les à cuire dans un fond d'eau 10 mn.

Épluchez, lavez et mixer les oignons. Réservez
Pelez les gousses d'ail et la tomate. Épépinez et lavez la moitié d'un poivron vert. Mixez ensemble l'ail, la tomate fraîche et le poivron. Réservez.

Ajoutez à la viande les oignons mixés ainsi que le mélange ail, poivron vert, tomate fraîche, le piment rouge, la poudre de crevettes séchées, les feuilles



de laurier, le cube de bouillon, l'huile couvrez d'eau puis laissez cuire à couvert et à feu moyen pendant 25 mn en remuant de temps en temps.



Épluchez, lavez puis coupez les bananes plantains en gros morceaux, ajoutez-les à la préparation et laissez cuire encore environ 20 à mn.

Servez bien chaud.

De vous à moi
Recette traditionnelle du sud de la république du Congo. Cette variante est plus élaborée que la recette d'origine qui est moins épicée mais tout aussi bonne. Bien sûr d'autre viande peuvent convenir pour ceux qui ne mangent pas de porc. On retrouve ce plat également au Cameroun.

MettBon appétit.

Danielle EBENGU

LE NUMÉRO 627 D'AMINA mag EST EN KIOSQUE



EN COVER, GUILA CLARA KESSOUS. ARTISTE DE L'UNESCO POUR LA PAIX, GUILA CLARA KESSOUS SERA EN MARS PROCHAIN À GENÈVE OÙ ELLE PRÉSENTERA DANS LE CADRE DE LA 61E SESSION DU CONSEIL DES DROITS HUMAINS À L'ONU SA RÉOLUTION TENDANT À CE QUE 30 % DES FEMMES SOIENT IMPOSÉES À LA TABLE DES NÉGOCIATIONS DIPLOMATIQUES. POUR CÉLÉBRER LA FEMME EN BEAUTÉ, AMINA PROPOSE QUATRE LOOKS PENSÉS COMME AUTANT D'AFFIRMATIONS DE SOI.

DROITS DES FEMMES : AMINA DONNE LA PAROLE À 13 FEMMES RETROUVEZ «O MÈRES D'IRAN» DE MASSOUMEH RAOUF QUI RETRACE LA PARCOURS POIGNANT D'UNE MÈRE DONT TOUTS LES ENFANTS SONT BROYÉS L'UN APRÈS L'AUTRE PAR LE RÉGIME DES MOLLAHS. DÉCOUVREZ «LE SILENCE DES INFORTUNES» DE NICOLE MBALLA, OU ENCORE «LE FEU SUR LA GLACE», LA BD AUTOBIOGRAPHIQUE DE SURYA BONALY, LÉGENDE DU PATINAGE ARTISTIQUE.

DANS NOS PAGES, SANDRA TENGO-SENOU, PRISCA MARCELENEY, QUITTERIE CHADEFAX, IRÈNE INOUA, JULIE-SARA FOULON, FLORINE CLOMEGAH FREITAS ET «LES NOUVEAUX BOSS» QUI CONSTRUISENT UNE AFRIQUE QUI GAGNE ET PLEIN D'AUTRES SUCCESS STORIES ...

Retrouvez votre magazine chez votre marchand de journaux
ou abonnez-vous via notre site :
<https://www.aminamag.com>

Pour tout contact : redaction@amina-mag.com

COMMUNIQUER - S'INFORMER
VISIBILITE OPTIMALE - IMPORTANTE DIFFUSION

DIASPORAS
 news
 LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE

Premier Magazine
GRATUIT

Rejoignez-nous !

1 AN
60€
 Frais de port inclus



Flashez-moi



Recevoir
directement
votre magazine
chez vous

Restez informé

ABONNEMENT

Oui, je reçois **Diasporas-News** magazine pour 30€ par an.

Nom _____
 Prénoms _____
 Adresse _____
 Code postal _____ Ville _____
 E-mail _____
 Tél. _____

* Je ne paye que les frais d'envoi et de gestion : 30€ (France métropolitaine).
 * Abonnement annuel pour recevoir 11 numéros par voie postale.
 * Je règle par chèque bancaire ou postal ci-joint à l'ordre de DCS Group

En application de la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant, en vous adressant au service des abonnements.

Date _____ Signature _____

A retourner avec votre règlement à l'ordre de
DCS Group - 39, rue Félix Faure - 92700 COLOMBES

LA MEILLEURE SOLUTION POUR TOUTES VOS PUBLICITES



Disponible dans les grandes villes de France : Paris, Marseille, Lyon, Tours, Nice, Bordeaux, Lille, Le Havre, Nantes...
 Ambassades, consulats, grandes institutions, associations, grands événements, restaurants, salons de coiffure, agences de voyages, lieux de transit (gares et aéroports).
 Diffusion : 100 000 exemplaires

DIASPORAS-NEWS

39, Rue Félix Faure - 92700 COLOMBES - FRANCE
 CONTACT : Tél. +339 50 78 43 66 OU +336 34 56 53 57 / E-mail : contact@diasporas-news.com - WWW.DIASPORAS-NEWS.COM

RETROUVEZ DIASPORAS-NEWS SUR FACEBOOK

DIASPORAS

LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE

news

Le Premier Magazine Mensuel

GRATUIT

des diasporas afro-caribéennes en France

Perspectives d'évolution vers d'autres pays

Une version électronique du magazine en PDF
est accessible à travers le monde sur www.diasporas-news.com

Concept éditorial

Offrir une information synthétique, claire et accessible.

Créer une plateforme d'échanges, d'expression et d'interactions
des diasporas avec leur environnement d'émigration.

Choix du gratuit

Conquérir un public plus large et éloigné du marché de l'information payante
mais disposant d'un pouvoir d'achat conséquent pour les annonceurs.

Valeur ajoutée

Offrir une visibilité optimale aux annonceurs avec un contenu rédactionnel innovant
dont la vocation est de rendre l'information accessible à tous et de fédérer des individus
d'ici et d'ailleurs autour du concept de la civilisation de l'Universel.



100 000
exemplaires

Pour tout renseignement

  DIASPORAS-NEWS

39, rue Félix Faure - 92700 COLOMBES - France

www.diasporas-news.com / contact@diasporas-news.com

Bur : +339 50 78 43 66 / Mob : +336 34 56 53 57 / Fax : +339 55 78 43 66